

---

# Oxfam Document de discussion

---

## Crises en cascade

*Comment la crise financière et les autres chocs aggravent-ils la pauvreté au Burkina Faso ?*

**Elizabeth Stuart**

**Conseillère senior pour les politiques Oxfam International**

**Avril 2010**

*S'appuyant sur des entretiens menés par l'auteur avec plusieurs donateurs internationaux, représentants de l'État, économistes et organisations de la société civile à Ouagadougou (ainsi que plusieurs entretiens avec des Burkinabé, réalisés pour le compte d'Oxfam), ce rapport présente les répercussions de la crise économique mondiale sur le Burkina Faso, qui a exacerbé les effets des précédentes crises des prix des aliments et du pétrole, avant d'être elle-même amplifiée par de fortes inondations. Il reflète la manière dont ces crises en cascade ont ébranlé les capacités du pays à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), et envisage la posture à adopter par l'État.*

### ***Documents de discussion d'Oxfam***

Les documents de discussion d'Oxfam visent à contribuer au débat public et à susciter des réactions sur les questions de développement et de politique humanitaire. S'agissant de « travail en cours », ces documents ne constituent pas nécessairement des publications finales et ne reflètent pas les positions politiques d'Oxfam. Les opinions et recommandations exprimées sont celles de l'auteur et pas forcément celles d'Oxfam.

Pour obtenir plus d'informations ou pour réagir à ce document, envoyez un courriel à [research@oxfam.org.uk](mailto:research@oxfam.org.uk)

# Table des matières

|  |    |
|--|----|
| 1 Introduction .....                                       | 4  |
| 2 Les impacts de la crise économique au niveau macro ..... | 6  |
| 3 Les impacts de la crise au niveau micro .....            | 12 |
| 4 Réponses de l'État .....                                 | 15 |
| 5 Réponses des donateurs .....                             | 18 |
| 6 Perspectives de reconstruction .....                     | 20 |
| Notes .....  | 22 |
| Références .....   | 25 |

# 1 Introduction

Le Burkina Faso est un paradoxe.

Il s'agit d'une démocratie stable, avec un État efficace et de plus en plus transparent. Le budget est intégralement publié en ligne. Le pays mène des programmes forts en matière d'éducation et de santé, et l'État promeut l'utilisation des médicaments génériques. Ces dernières années ont vu une croissance solide et régulière avoisinant les 6 % annuels. Le pays accueille un festival de cinéma de renommée mondiale. Il n'a eu de cesse de se réformer et de se moderniser, comme le préconisaient le FMI et la Banque mondiale. C'est aussi un pays particulièrement apprécié des donateurs. Ce fut par exemple l'un des premiers pays à bénéficier d'un allègement de sa dette dans le cadre de l'initiative Pays pauvres très endettés. La communauté internationale a une telle confiance dans la bonne utilisation des fonds débloqués qu'elle apporte volontiers un soutien budgétaire important (une approche très positive, car cette forme d'aide permet à l'État de financer des dépenses récurrentes telles que les salaires des enseignants et des médecins, mais qui rend tout suivi très délicat pour les donateurs).

Figure n° 1 : Carte du Burkina Faso



Source : CIA

Pourtant, le Burkina Faso reste l'un des pays les plus pauvres du monde et affiche un indice de développement humain parmi les plus faibles. Il fait figure de lanterne rouge en Afrique sub-saharienne, alors que cette région tend lentement vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Plus d'un tiers des naissances se déroulent sans assistance médicale. En 2007, le taux

d'alphabétisation des femmes n'était que de 21 %. C'est là tout le paradoxe burkinabé.

Plusieurs théories tentent d'expliquer les causes de ce paradoxe. L'une d'elles suggère que les réformes préconisées étaient inappropriées. D'autres facteurs sont également évoqués, comme des dispositions naturelles défavorables : le pays est en effet enclavé et sujet à la fois à la sécheresse et aux inondations, deux facteurs pouvant être exacerbés par le changement climatique. Jusqu'à récemment, ses exportations reposaient presque exclusivement sur un secteur unique, lui-même tributaire des aléas climatiques et du marché international : le coton. En outre, le taux de natalité élevé (avec une moyenne de 6,1 enfants par femme) rend l'extension des services publics de base extrêmement coûteuse.

Il apparaît clairement que le Burkina Faso survit sur des marges très étroites. Ces marges ont encore été érodées par une série de chocs exogènes, ou de crises, qui ont littéralement accablé le pays. Tout en s'intéressant en priorité à l'impact de la crise économique mondiale sur le Burkina Faso, ce document étudie également les répercussions de cette crise cumulées aux crises des prix des aliments et du pétrole, ainsi qu'aux fortes inondations qui ont frappé le pays en septembre 2009 (dont l'impact est estimé à 2 % du PIB).

Il montre que jusqu'à présent, le principal mécanisme de transmission de la crise économique a été le secteur du coton, où la chute de 40 % des prix pratiqués sur le marché mondial a réduit les recettes publiques et aggravé la pauvreté des producteurs de coton. À moyen terme, cette crise est susceptible d'affecter l'économie burkinabé de manière plus profonde encore, alors que le pouvoir d'achat des populations pauvres a déjà été grevé par l'augmentation du prix des denrées alimentaires.

L'État a répondu à ces crises sous la forme d'un plan ambitieux, incluant des programmes de protection sociale et des mesures destinées à dynamiser le secteur du coton. Toutefois, les donateurs ayant menacé de couper leur aide, la mise en œuvre de la majorité de ce plan semble improbable.

## 2 Les impacts de la crise économique au niveau macro

Le Burkina Faso est l'un des pays les plus pauvres au monde. À l'instar de nombreux autres pays à faibles revenus, il est difficile de démêler les impacts propres à la crise financière de ceux des précédentes crises des prix des aliments et du pétrole (et dans le cas du Burkina, des fortes inondations de septembre 2009). De même, il est difficile de distinguer les effets de cette série de chocs exogènes de la vulnérabilité chronique dont est victime un pays aussi pauvre face à des épisodes climatiques extrêmes tels que la sécheresse et les inondations. Comme l'explique un grand économiste du FMI, pour un quart des pays à faibles revenus, 2009 est une mauvaise année, mais reste meilleure que 20 % des pires années.<sup>1</sup>

Cela dit, on peut observer certains impacts discrets (et sérieux) de la crise économique dans ce pays enclavé et partiellement désertique ayant l'une des croissances démographiques les plus rapides du monde.

### *Le coton comme véhicule de l'impact de la crise économique mondiale*

Le principal vecteur de la crise économique mondiale au Burkina Faso a été le secteur du coton, qui constitue également la principale activité du pays. Quelque 250 000 foyers et trois millions de personnes (sur une population de 15 millions) dépendent directement ou indirectement de la production de coton pour leur subsistance, et près d'une personne sur six tire ses revenus de la culture du coton.<sup>2</sup> Dans plusieurs zones rurales, la vente de graines de coton est la principale source de revenus.<sup>3</sup> En 2009, le secteur du coton a représenté 60 % des revenus d'exportation, rendant le pays particulièrement vulnérable aux variations des termes de l'échange dans ce domaine.

Suite à la crise mondiale, la demande en coton a chuté dans le monde entier et les prix ont baissé de 40 %.<sup>4</sup> Bien que le cours du coton ait toujours été très volatile, un déclin d'une telle ampleur constitue un événement extrême.

Cette baisse des prix a entraîné une perte cumulée de 12 milliards de francs CFA (25 millions d'USD) pour les trois sociétés d'égrenage du coton au Burkina, ainsi qu'un grave problème de liquidité sur le marché du coton. Au niveau macro, l'effondrement du secteur du coton a entraîné des dépenses publiques supplémentaires pour soutenir la plus grande société d'égrenage de coton (SOFITEX) et subventionner les revenus des cultivateurs de coton, à hauteur de 0,7 % du PIB en 2009.

La crise dans le secteur du coton a également freiné la croissance économique du Burkina Faso. En 2008, le taux de croissance était de 5,2 % (après un taux inhabituellement bas à 3,6 % en 2007 en raison d'une mauvaise récolte imputable au manque de précipitations ; la tendance à long terme affiche un taux de croissance avoisinant les 6 %). Toutefois, on prévoit un ralentissement de la croissance à 3,1 % en 2009 à cause de la chute de la demande en coton, et donc de son cours.<sup>5</sup>

Au niveau macro, les problèmes dans le secteur du coton ont été partiellement compensés par la croissance du secteur aurifère (et l'appréciation du dollar face à

l'euro, sur lequel est indexé le franc CFA<sup>6</sup>). En 2008–2009, trois nouvelles mines sont entrées en exploitation et d'autres ont augmenté leur rendement, permettant un doublement de la production d'or.<sup>7</sup> Toutefois, l'augmentation des exportations d'or n'a pas contribué à contrecarrer le déficit budgétaire de l'État : le pays était tellement désireux d'encourager les investisseurs que les termes de ces investissements sont considérablement biaisés en faveur des sociétés, aux dépens des caisses publiques. La plupart des mines sont exploitées sous concession décennale et bénéficient d'une incroyable exemption fiscale de sept ans. Cela se traduit par une très faible augmentation des recettes fiscales, que le pays aurait sinon pu affecter aux budgets de la santé et de l'éducation. De plus, le potentiel de redistribution dans le secteur des mines d'or est très différent de celui du coton en termes de bassin d'emplois, de telle manière que la croissance du premier ne compense pas la perte d'emplois ou de revenus des ménages due au ralentissement du second. En 2008, le secteur minier employait environ 13 000 personnes et impliquait trois fois plus de sous-traitants.<sup>8</sup> La plupart d'entre eux sont des Burkinabé, mais la majorité des postes qualifiés sont occupés par des extranationaux. Même si ces chiffres ne sont pas négligeables, ils restent largement inférieurs au nombre de personnes employées directement ou indirectement par l'industrie du coton.

### *Deuxième domaine touché par la crise économique mondiale : l'aide*

Malheureusement, ces impacts risquent fort d'être encore exacerbés par un recul quasiment inévitable de l'aide, autre grand mécanisme de transmission de la crise mondiale pour le Burkina Faso. Tandis que les grands donateurs multilatéraux ont étendu leurs prêts et/ou subventions au Burkina au début de la crise, certains donateurs bilatéraux faisant face à une chute de leur PIB suite à la crise économique vont certainement réduire leur budget destiné à l'aide. Ce phénomène est déjà enclenché dans certains secteurs. Jusqu'en 2010, l'aide était progressivement devenue de plus en plus prévisible au Burkina, surtout depuis la mise en œuvre d'un programme de conditionnalité conjointe en 1997,<sup>9</sup> permettant à l'État de prévoir les dépenses récurrentes telles que les salaires des enseignants.

27 donateurs appuient actuellement la mise en œuvre de la stratégie de l'État en matière de réduction de la pauvreté par le biais d'un soutien budgétaire général, de programmes sectoriels, de projets d'investissement, de projets de renforcement des capacités et d'assistance technique. Les projets d'investissement représentent deux tiers de l'aide externe, alors que le soutien budgétaire représente environ un tiers de l'apport total des donateurs. Le soutien budgétaire est assuré par les Pays-Bas, le Danemark, la France, la Suède, l'Allemagne, la Suisse, l'Union européenne, la Banque mondiale et la Banque Africaine de Développement.

Il est maintenant très vraisemblable que les Néerlandais réduiront leur aide destinée au Burkina Faso, tout comme d'autres donateurs. À ce jour, les donateurs n'ont pas encore indiqué clairement à l'État l'ampleur de la réduction de l'aide au Burkina. Par ailleurs, le Burkina Faso est particulièrement dépendant de l'aide pour financer les dépenses publiques telles que les salaires des enseignants et des travailleurs sociaux (en 2007, l'aide a représenté 108,9 % des dépenses du gouvernement central<sup>10</sup>), d'une part parce que le pays est très pauvre, et d'autre part parce qu'il a très peu de ressources sur son territoire.

Comme indiqué précédemment, la contribution du secteur minier est ridiculement basse, et ce secteur ne comprend qu'une soixantaine d'entreprises.<sup>11</sup>

Selon Yamsekre Tiendrebeogo, Directeur Général **de l'Économie et de la Planification** du Ministère de l'Économie et des Finances, « Nous ne voyons pas encore la contraction de l'aide destinée au Burkina. Nous ne pouvons pas savoir de combien elle sera réduite. » Certains représentants ne semblent pas alarmés par la diminution de l'aide, mais un haut-représentant du Ministère de l'Éducation a déclaré : « Ils nous disent avoir des problèmes chez eux, mais ventre affamé n'a point d'oreilles. »

### *Autres effets de la crise économique mondiale*

Au Burkina, le troisième mécanisme de transmission est l'investissement direct étranger (IDE). En 2008, l'afflux d'IDE a représenté 75 millions d'USD, mais devrait chuter à 32 millions en 2009 à cause de la réduction de la demande mondiale résultant de la crise financière.<sup>12</sup> La Banque mondiale prévoit également une probable réduction des afflux d'investissement direct étranger à l'avenir.<sup>13</sup>

Le secteur bancaire étant tributaire du secteur du coton, il a également ressenti l'impact de la crise.

Toutefois, à ce jour, peu d'autres effets sont attribuables directement à cette crise en particulier, étant donné l'isolement du pays par rapport aux marchés mondiaux. Par exemple, le Burkina Faso n'est pas un pays dépendant des envois de fonds<sup>14</sup> (en effet, bien que le Burkina soit très pauvre, les Burkinabé qui le peuvent envoient de l'argent à des personnes d'autres pays de la région, tels que le Mali et le Niger : sorties et entrées de fonds sont quasiment à l'équilibre, avec 44 et 50 millions d'USD respectivement en 2007<sup>15</sup>).

De même, peu de signes semblent indiquer une augmentation du chômage suite à la crise, bien que cela soit en partie dû au fait que les données post-crise au niveau des ménages n'ont pas encore été recueillies (la dernière enquête auprès des ménages remonte à 2003, et la prochaine est prévue courant 2010). L'autre raison de ce manque d'informations est qu'au moins la moitié de la population active est employée dans le secteur informel, où tout recueil de données est très difficile. Néanmoins, au niveau micro, on signale des situations de chômage attribuées aux « la vie chère » ayant suivi le début de la crise des prix des aliments (voir plus bas), à cause du ralentissement de l'économie. Par ailleurs, les recettes fiscales ont affiché un repli en 2009, témoignant bien d'une réduction de l'emploi dans le secteur formel.<sup>16</sup>

Il apparaît clairement que les impacts de la crise financière ont exacerbé une situation déjà aggravée par les crises des prix des aliments et du pétrole, ainsi que par des précipitations capricieuses. Les prix des denrées alimentaires telles que le maïs et l'huile de cuisson ont grimpé de plus de 50 %, engendrant une inflation totale record de 7 % entre janvier 2007 et janvier 2008.

## L'impact sur le potentiel du Burkina Faso à atteindre les OMD

Le Burkina Faso est encore plus en retard que les autres pays d'Afrique subsaharienne pour atteindre un grand nombre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et figure au 173<sup>e</sup> rang sur 179 pays du dernier classement

d'après l'indice de développement humain. Son taux d'alphabétisation des adultes est le troisième plus bas du monde. Le pays a également des taux d'éducation bien plus faibles que le reste de la région.<sup>17</sup> Même avant la crise financière, le Burkina avait révisé à la baisse son objectif initial d'éducation primaire universelle d'ici 2015 à 70 %.<sup>18</sup>

L'un des rares OMD pour lequel le Burkina ait progressé est la mortalité maternelle, avec un recul de 484 mères décédées par 100 000 naissances vivantes en 2007<sup>19</sup> à 307 en 2006, ce dernier chiffre étant issu du dernier recensement. La mortalité infantile a également reculé, même s'il n'est pas communément admis que le pays est dans les temps pour atteindre l'OMD correspondant.<sup>20</sup> Le Burkina Faso devrait atteindre dans les temps l'objectif fixé en matière d'accès à l'eau potable, mais alors que cet accès est satisfaisant pour la population urbaine, il reste très faible pour les personnes vivant à la campagne.

Avant les crises, le taux de pauvreté reculait lentement au Burkina Faso. La part de la population vivant dans la pauvreté a chuté de 46,4 % en 2003 à 42,8 % en 2008 (estimation)<sup>21</sup>, bien que les inégalités soient restées au même niveau. Mais selon la Banque mondiale, le ralentissement de la croissance économique en 2007-2008, associé à l'augmentation des prix des aliments et du pétrole, aurait conduit à une augmentation de la pauvreté de 0,5 % en 2007 et de 4 % en 2008.<sup>22</sup> Il sera difficile d'évaluer l'impact global de la crise financière sur la pauvreté avant la fin de l'enquête auprès des ménages. Toutefois, d'après sa modélisation des impacts probables de la crise, l'UNICEF prévoit que le nombre d'enfants sous-alimentés augmentera de 1,1 % en 2009, de 1 % en 2010 et de 0,8 % en 2011.<sup>23</sup>

Par ailleurs, les budgets de la santé et de l'éducation étaient déjà très serrés. Par exemple, la part du budget pour l'enseignement secondaire dans le budget national a été réduite d'entre 2 et 5 % en 2007-2008. Cette part s'est un peu stabilisée en 2008-2009, puis a augmenté grâce aux versements de l'Initiative Fast-Track.

Toutefois, malgré ces contraintes, il semble que les dépenses destinées spécifiquement à la réduction de la pauvreté ont été protégées jusqu'à présent, à travers toutes les crises. Selon les autorités burkinabé et les projections du FMI, les dépenses sociales totales pour la réduction de la pauvreté représentaient 5,6 % du PIB en 2007, ont chuté à 5,4 % en 2008, mais devaient remonter à 6,8 % en 2009.<sup>24</sup> La part du budget de l'éducation dans le PIB a reculé de 6,1 % en 2009, tout en restant au-dessus du niveau de 2007, mais devrait remonter en 2010. De même, le budget de la santé a augmenté de 1,6 à 2,1 % du PIB entre 2008 et 2010.

Selon le groupe de surveillance budgétaire du Centre pour la gouvernance démocratique (CGD), cela fait longtemps que les montants consacrés à la santé et à l'éducation sont insuffisants, malgré le fait que ces deux secteurs aient été identifiés comme prioritaires dans le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP) du Burkina. Ce document est censé définir des programmes de développement national et devrait à ce titre dicter la formulation du budget. Pour refléter la désignation de « secteur prioritaire », l'État aurait dû dépenser au moins 20 % sur chaque secteur, selon le CGD.

« C'est ce que nous disons à l'État, mais on nous répond que si l'on faisait cela, il ne resterait que 60 % pour tous les autres secteurs. Nous savons que l'État doit faire des choix difficiles, mais s'il n'était pas prêt à faire de la santé et de



l'éducation des priorités, il n'aurait pas dû les citer comme telles dans le CSLP. Le CSLP est le fruit d'une consultation à tous les niveaux de la société, alors l'État se doit de le respecter », explique Silwe Kaphalo Segorbah du CGD.

L'argent n'est pas le seul problème : le pays est confronté à un manque de capacité fondamentale. Comme le dit Stéphane Brossard, Chargé de programme de l'Union européenne à Ouagadougou, le problème porte sur une insuffisance de personnel qualifié, en d'autres termes, de « capital humain » : « Il faut construire 5 000 salles de classe supplémentaires, mais même si les fonds étaient disponibles, comment ferions-nous concrètement ? Le pays n'a pas les capacités de construction pour les réaliser, et le peu de capacités sont déjà mobilisées pour fournir les matériaux pour de nouvelles cliniques ».

L'État a mis en place des mesures politiques pour tenter d'atteindre certains OMD. Avant les crises, le Burkina Faso était sur le point de déployer un système d'éducation de base gratuit pour tous les enfants jusqu'à 16 ans, lancé dans un premier temps sous forme de projets pilotes dans 45 départements administratifs. Pourtant, ce système n'a toujours pas été déployé dans toutes les écoles primaires de toutes les provinces, comme cela était initialement prévu.

En 2000, l'État a adopté un premier plan décennal pour la santé. Il a été révisé en 2006, avec un accent particulier sur les programmes d'intervention conçus pour accélérer la réalisation des OMD en matière de santé. Cette démarche représentait une avancée, les services de santé étant auparavant éparpillés en une multitude de projets individuels. « Le système s'était balkanisé », déclare Jan van der Horst, du Ministère néerlandais des Affaires étrangères à Ouagadougou. Mais ce plan croule déjà sous les problèmes. Il existe un fonds commun pour la santé, appelé Programme d'appui au développement sanitaire (PADS), qui ne fait pas partie du budget national et ne suit pas les procédures nationales. Ce fonds est en fait principalement constitué d'une multitude de financements ciblés, perpétuant une approche verticale regrettable au détriment d'une approche sectorielle axée sur les systèmes de santé. Cela crée encore davantage de problèmes pour le Ministère de la Santé. « La fragmentation des donateurs s'empire avec l'arrivée de nouveaux donateurs. Selon certains, l'Agenda de Paris, visant à l'harmonisation de l'aide, est mort. Chacun agit dans son coin », regrette Jan van der Horst, avant d'ajouter que l'insistance de la Banque mondiale quant à l'utilisation de ses propres systèmes d'approvisionnement ralentit la réalisation des objectifs en matière de santé. « Il a fallu trois ans pour obtenir les moustiquaires, dont sept mois sont directement imputables à l'utilisation du système [d'approvisionnement] de la Banque », explique-t-il.

En outre, le financement du PADS a été réduit, entraînant une révision à la baisse des programmes sanitaires au niveau des districts, pour n'atteindre que la moitié des projections faites en 2008. En l'absence de nouveaux financements en 2010 et avec la fin probable de l'aide de certains donateurs (comme la France), il faudra à nouveau diviser par deux les programmes pour 2011.

À moyen terme, l'État affirme qu'il augmentera de manière significative les dépenses en faveur des pauvres, et qu'il est résolu à progresser vers les OMD. Ses actions seront très délicates en cas de réduction drastique de l'aide.

### **Encadré 1 : Inondations – L'une des nombreuses facettes de l'imprévisibilité du climat au Burkina Faso**

Tandis que d'autres pays en développement ont souffert du cumul des crises des prix des aliments et du pétrole et de la crise financière, le Burkina Faso a également essuyé une quatrième crise aux effets dévastateurs. En septembre 2009, des pluies particulièrement abondantes se sont abattues sur la capitale Ouagadougou, laissant 180 000 personnes sans abri et endommageant les ponts et les routes. L'inondation du principal hôpital de la ville a entraîné la destruction d'équipements coûteux. Quelque 1 360 petits producteurs ont perdu leurs cultures et leurs réserves. L'impact économique de ces inondations est estimé à 2 % du PIB.

Ces inondations font partie des événements climatiques de plus en plus extrêmes et imprévisibles pouvant être exacerbés par les effets du changement climatique. Comme l'a expliqué Jan Egeland, alors Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies sur les questions de conflit, lors de sa visite dans le pays : « Le changement climatique au Burkina Faso ne se traduit pas par moins de précipitations, mais par des précipitations moins prévisibles. Le climat dans son ensemble est devenu bien plus extrême, que ce soient les périodes de chaleur, de froid, de pluies diluviennes ou de sécheresse. Il est devenu impossible de prévoir l'arrivée de la pluie. Et quand elle arrive, c'est un déluge... Lorsque ce ne sont pas les inondations, c'est la sécheresse. C'est tout ou rien, et dans un cas comme dans l'autre, une situation de crise absolument imprévisible pour l'une des populations les plus pauvres sur terre. »

Source : FMI, IRIN

### 3 Les impacts de la crise au niveau micro<sup>25</sup>

Même si aucune enquête à grande échelle n'a encore été menée sur les impacts de la crise économique au niveau des ménages, certains effets ont déjà été constatés. Comme le mentionne Sarah Hague de l'UNICEF, « On ne constate pas une grande différence proportionnelle, car le Burkina était déjà l'un des pays les plus pauvres au monde. Pourtant, les changements dans la vie de cette population seront conséquents. Hélas, aucun système de suivi n'est déployé pour prendre la température au jour le jour. »

Le secteur du coton ayant été le principal mécanisme de transmission de la crise à l'échelle nationale, ce sont logiquement les producteurs de coton qui ont senti les premiers les effets négatifs de la crise.

Le manque d'octroi de crédits dans le secteur du coton est l'un de ces effets, car les prêts consentis aux sociétés concernées n'ont pas été remboursés et parce que le secteur bancaire est tributaire de l'industrie du coton. « Les producteurs ont été contraints de vendre leur bétail ou leur récolte car ils ne parvenaient pas à obtenir un crédit. Devenant de plus en plus pauvres, les gens ont dû vendre des biens », précise Issouf Sonde Coordonnateur de la Région du Centre de l'Union Nationale des Producteurs du Coton du Burkina (UNPCB).

D'autres témoignages indiquent clairement que certains parents n'ont pas eu d'autres choix que de déscolariser leurs enfants. Dans le cadre d'une enquête sur les impacts de la crise au niveau des ménages réalisée pour le compte d'Oxfam<sup>26</sup>, Halidou Kabore, 34 ans, ajoute que « de nombreux enfants ont dû abandonner les bancs de l'école. Les plus chanceux ont pu s'inscrire à des cours du soir. »

Issouf Sonde ajoute : « Ce problème n'est pas aussi grave pour les enfants inscrits dans les écoles publiques, car les subventions leur permettent de rester scolarisés. Mais j'ai parlé avec plusieurs producteurs contraints de déscolariser leurs enfants inscrits dans des écoles secondaires privées, car ils ne pouvaient plus payer les frais de scolarité. Ils n'ont pas pu inscrire leurs enfants dans un établissement public par manque de places et parce que les producteurs de coton n'ont pas les moyens de négocier une place dans ces écoles, déjà surchargées. »

En fait, même sans la crise, les écoles secondaires sont confrontées à un véritable problème de surinscription. Les élèves passent un concours d'entrée pour accéder à l'école secondaire, mais 70 % des candidats sont recalés par manque de places.<sup>27</sup>

Bien que l'enseignement primaire soit officiellement gratuit, dans de nombreux cas des frais sont à payer aux Associations des Parents d'Elèves (frais de cotisation des APE). Fidele Ouedraogo est un agriculteur de 42 ans. Il est père de trois enfants, dont deux sont scolarisés. Voici son témoignage : « Étant donné que nous n'avons pas d'argent, pour envoyer nos enfants à l'école, nous donnons chaque fois que nous gagnons un peu d'argent au lieu de payer tous les frais en une seule fois, ou par mensualités, surtout si l'on fait partie de ceux qui ne perçoivent pas un salaire régulier à la fin du mois. Dès que je gagne 2 500 francs CFA, je me rends à l'école pour payer en échange d'un reçu. Je règle les frais de scolarisation petit à petit. »

Pourtant, comme indiqué plus tôt, de nombreuses personnes ont du mal à différencier les impacts des différentes crises. Dans l'étude Oxfam, la plupart

mentionne le début « de la vie chère », autrement dit le moment où les prix des aliments ont commencé à augmenter.

Korotimi Ouedraogo est une veuve de 43 ans, mère de cinq enfants. Son constat est sans appel : « Avec la vie chère, tout devient encore plus compliqué. On dépense tout ce que l'on gagne, mais cela ne suffit pas pour répondre aux besoins urgents comme la nourriture. Il est impossible de demander de l'aide, car tout le monde a ses propres problèmes. J'ai eu la chance d'être embauchée comme agent de nettoyage. Le patron renouvelle systématiquement mon contrat chaque année. Mais la dernière fois, il nous a avertis que l'on risquait de perdre notre emploi car il envisageait de réduire son effectif. Les temps sont durs pour les patrons également. »

Halidou Kabore (cité plus haut) ajoute : « J'ai entendu parler de foyers où le chef de famille employé jusque-là comme manœuvre ne parvenait pas à trouver du travail. Ces chefs de famille se lèvent le matin et se rendent sur le site, mais s'entendent dire qu'il n'y a plus de travail pour eux. À plusieurs reprises, ces personnes sont venues me voir pour m'emprunter 1 000 francs CFA après avoir passé la semaine à chercher du travail, en vain, alors que les autres membres de la famille, surtout les enfants, vont se coucher la faim au ventre. »

Tandis que les prix des aliments ont baissé dans le monde, ces prix restent élevés au Burkina Faso : ils ont diminué de seulement 5 % depuis début 2009<sup>28</sup> et ont à nouveau augmenté en juillet 2009 car les stocks s'amointraient. Le PNUD mène actuellement une étude sur l'impact des prix élevés des aliments sur le bien-être de la population. D'après les premiers résultats, tous les ménages ont connu une baisse de 10 à 18 % de leur pouvoir d'achat (les foyers les plus pauvres connaissant la baisse la plus importante). La consommation des ménages a donc reculé. Soumaila Ouedraogo, vendeur de tissus âgé de 29 ans, confirme : « Maintenant que le sac de riz est devenu plus cher, entre 17 000 et 20 000 francs CFA, selon la qualité, ma femme en achète chaque jour un kilo. Mais même ainsi, la quantité est insuffisante pour être rassasié chaque jour. »

Même le riz est devenu trop cher pour les personnes défavorisées, pour qui le maïs constitue l'aliment principal, qu'elles transforment en *tô*, une substance rappelant la polenta. Aminata Sorgo, 30 ans, est une vendeuse de savons habitant Bogodogo, un arrondissement de la commune de Ouagadougou. Elle raconte : « Dans le voisinage, j'ai remarqué qu'il est difficile de se procurer de la nourriture en quantité suffisante. On essaie tous chacun de notre côté, car personne ne peut venir en aide à quiconque. Il est souvent très difficile de gagner 100 francs CFA pour acheter un sachet de farine de maïs afin de préparer du *tô*. Un jour, vous pouvez réussir à gagner 100 francs CFA, et puis le lendemain, plus rien. » Prosper Compaore, un charpentier de 36 ans, confesse qu'il ne peut désormais se permettre qu'un seul repas par jour : « Nous n'osons plus préparer des repas le matin, le midi et le soir. Ma femme cuisine pour le déjeuner, puis nous attendons le lendemain à la même heure pour manger de nouveau. »

D'autres personnes multiplient leurs heures de travail. Antoine Yaméogo, un barbier de 30 ans, déclare « rester tard au salon dans l'espoir d'avoir un ou deux clients supplémentaires. »

De la même manière, la crise des prix du pétrole a eu un impact direct sur la population pauvre, car la nourriture est souvent importée par camion. Selon le Centre pour la gouvernance démocratique, un litre de carburant coûtait

400 francs CFA en 2004, contre 700 francs CFA en 2009. Et si l'État (qui contrôle et subventionne le prix du carburant) n'a pas augmenté les prix à hauteur de ceux pratiqués ailleurs dans le monde au plus fort de la crise, il ne les a pas non plus diminués immédiatement lorsque les cours ont baissé dans le monde. Ainsi, le litre de carburant s'élevait toujours à 665 francs CFA début 2010.

Certaines personnes ne connaissent aucun des programmes d'aide gouvernementale lancés depuis les crises alimentaire et économique. Soumaïla Ouedraogo ajoute : « J'ai entendu dire que l'État aidait certaines personnes, mais je ne connais rien de cette aide ni de la forme sous laquelle elle est dispensée. Pour ma part, je n'ai rien reçu. La scolarisation des enfants reste chère, et rien n'est gratuit. » Aminata Sorgo confirme : « Je n'ai reçu aucune aide alimentaire. On m'a dit que des aliments étaient distribués, mais je n'ai rien vu de tel ici. » D'autres mentionnent toutefois les médicaments génériques (moins chers que les médicaments de marque) mis à disposition par l'État, ainsi que les livres distribués gratuitement aux élèves dans les écoles publiques et privées.

## 4 Réponses de l'État

L'État du Burkina Faso est bien géré, avec des budgets de plus en plus transparents et des programmes non prioritaires de bonne facture. Par exemple, fin 2007, il a répondu à la crise des prix des aliments en suspendant provisoirement les taxes d'importation sur les produits alimentaires de base tels que le riz, le sel, les pâtes, le lait concentré et l'alimentation infantile. Hélas, malgré l'existence de dispositifs de protection sociale en faveur des citoyens les plus vulnérables, ces programmes ont été déployés à petite échelle et ont bénéficié à un public très restreint.

L'État a réagi rapidement à la crise économique en élaborant un plan d'intervention (« Plan d'actions 2009–2010 du gouvernement pour faire face aux effets de la crise financière et économique sur l'économie burkinabé ») prenant principalement la forme d'avantages fiscaux. Ce plan d'actions couvre trois aspects : économie, finance et protection sociale.<sup>29</sup>

La partie « protection sociale » du plan d'action a pour objectifs de renforcer la sécurité alimentaire, d'améliorer la santé de la population pauvre en ciblant mieux les programmes de santé et d'accroître la capacité de production des foyers vulnérables.

La partie « économie » vise à promouvoir le développement de l'activité économique, notamment en restructurant les entreprises en difficulté, en développant les infrastructures et en améliorant les performances du secteur agro-pastoral. Ce dernier domaine inclut des programmes de diversification des cultures du coton vers la production de céréales (sorgho, maïs, riz et pois chiches), la pêche et la foresterie.

La partie « finance » a pour but de stabiliser le système bancaire.

### **Encadré 2 : Vers des programmes de protection sociale bien conçus**

Les programmes menés au Burkina Faso ont abouti à des résultats contrastés soulignant l'importance de l'élaboration des politiques. En 2005–2006, le Programme alimentaire mondial était en charge de tous les repas scolaires dans la région du Sahel burkinabé. Dans certaines écoles, il fournissait des déjeuners à tous les élèves pour chaque jour de classe ; dans d'autres établissements, les filles présentes à 90 % des cours bénéficiaient de rations mensuelles à emporter équivalant à 10 kg de farine. Ces deux approches ont abouti à des résultats différents. Si chacune a contribué à augmenter le taux de scolarisation, les rations à emporter ont eu le mérite de bénéficier également aux plus jeunes membres de la fratrie, pour des avantages nutritionnels étendus. Selon une évaluation réalisée un an après la mise en place du programme, ces deux approches ont permis d'augmenter le taux de scolarisation parmi les filles (de cinq à six points), tandis que les déjeuners scolaires ne semblent pas avoir influé de manière significative sur la scolarisation des garçons. Si le taux d'absentéisme a reculé en moyenne, il a toutefois augmenté parmi les filles vivant dans des foyers confrontés à de fortes contraintes de travail. La raison en est simple : les fratries reprennent le travail extérieur des filles éligibles aux déjeuners scolaires, lesquelles endossent à leur tour une plus lourde charge de travaux domestiques. Cela a entraîné un regain d'inscriptions dans les écoles, nuancé toutefois par un absentéisme périodique, les filles étant occasionnellement retenues à la maison pour s'acquitter de corvées domestiques.

Source : Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous 2010 de l'UNESCO

De nombreux éléments du plan d'actions étendent les mesures proposées par certains programmes gouvernementaux existants. Par exemple, des programmes de repas scolaires étaient déjà en place, mais il est proposé de doubler les sommes consacrées à cette mesure. Par ailleurs, alors que seulement 40 % du

pays était auparavant concerné, l'État essaie désormais de fournir à chaque écolier un repas subventionné par jour (en lien avec le Programme alimentaire mondial et l'ONG Catholic Relief Services). Selon le FMI, l'État a dépensé en 2009 12,3 milliards de francs CFA supplémentaires sur les provisions budgétaires allouées à ce programme pour répondre à la crise financière, à la crise alimentaire et aux inondations.

En outre, en février 2010, le Ministère de la Santé a recommandé de rendre gratuit l'accès aux services obstétricaux (auparavant, l'État prenait en charge 80 % des coûts, les 20 % restants étant à la charge des patients eux-mêmes).

Selon un donateur, « l'État a pris des mesures très rationnelles ». D'autres sont toutefois plus sceptiques au sujet du plan d'action, arguant qu'il englobe des dépenses que l'État avait déjà prévu de déployer. D'autres encore estiment que ces mesures sont trop ambitieuses. Le budget national a permis de financer tous les coûts engagés pour l'année 2009. En revanche, à ce jour, l'État n'a pu couvrir qu'une petite proportion des coûts engagés en 2010, représentant au maximum 17 % des coûts totaux sur cette période de deux ans.

Selon Alain Siri du PNUD, « Si les fonds étaient disponibles, l'État pourrait appliquer ce plan, même si des problèmes subsistent en termes de ciblage des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables. »

Même avant la crise financière (et les précédentes crises des prix des aliments et du pétrole), l'État commençait à élaborer un nouveau modèle de développement. Cet engagement découlait d'une prise de conscience vis-à-vis de l'efficacité insuffisante de la lutte contre la pauvreté, malgré une croissance constante et le respect des strictes conditionnalités de la Banque mondiale et du FMI (comme la libéralisation du marché) pendant de nombreuses années. Par ailleurs, le PIB par habitant, bien qu'en progression, restait faible à seulement la moitié du PIB moyen par habitant de la région<sup>30</sup>. Cette disparité est souvent appelée le « paradoxe burkinabé ». L'État s'est également rendu compte des capacités foncières limitées pour développer l'agriculture.<sup>31</sup> Les différentes crises ont accéléré ce nouveau processus de planification. Le nouveau plan de développement intitulé « Stratégie de croissance accélérée et de développement durable » (SCADD) est en cours d'élaboration. Après une première analyse, les mesures de la SCADD semblent prometteuses. Outre la croissance économique, ce plan couvrira également la lutte contre la pauvreté, la protection de l'environnement, la maîtrise démographique et la réduction des inégalités hommes-femmes.

### **Encadré 3 : Réponses de l'État à la crise dans le secteur du coton**

Même avant la crise financière, la production de coton au Burkina Faso avait été mise à mal par des précipitations tardives. Une large part de la population dépendant de ce secteur comme unique moyen de subsistance, l'État est intervenu en mettant en œuvre trois mesures :

1. Il a créé un mécanisme de tarification fixant les prix producteur au début de chaque cycle végétatif ;
2. Il a mis en place un fonds de lissage qui indemnise les sociétés d'égrenage lorsque le cours du coton est inférieur au prix producteur (il est toutefois peu probable que ce fonds puisse indemniser les sociétés d'égrenage suite aux pertes attendues pour 2009–2010 et estimées à environ 0,5 % du PIB) ;
3. Il a investi des capitaux dans la plus grande société d'égrenage du pays, ainsi que dans deux autres sociétés d'égrenage privées.

Source : FMI



## 5 Réponses des donateurs

À ce jour, les donateurs multilatéraux sont les seuls à avoir augmenté considérablement leurs dons ou prêts au Burkina Faso au début de la crise.

- La Banque mondiale a versé 20 millions d'USD supplémentaires sous forme de soutien budgétaire en 2009.
- Le FMI a versé 24,7 milliards de francs CFA en plus des ressources initialement prévues dans le cadre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC).
- La Banque Africaine de Développement a fourni 35 millions d'unités de compte sous forme de soutien budgétaire suite à la crise économique. Après la crise des prix des aliments, la Banque Africaine de Développement a rapidement versé 3,5 millions d'unités de compte (équivalent au droit de tirage spécial du FMI, soit 5,3 millions d'USD) en 2008 et environ 9 millions d'unités de compte (13,6 millions d'USD) en 2009. Elle a indiqué vouloir verser 1 million d'USD supplémentaires suite aux inondations.
- Par ailleurs, la Banque mondiale et la Banque Africaine de Développement ont fait preuve d'une souplesse bénéfique en adaptant leurs programmes et en proposant des projets avancés contribuant à atténuer les effets de la crise.
- En outre, l'UNICEF a dépensé 1 million d'USD supplémentaires en 2009 en faveur de la nutrition et de la protection sociale.

Un autre point important acquis par les donateurs concerne l'extension de la liberté fiscale autorisée par le FMI. Le pays a ainsi été autorisé à mettre en place un mécanisme d'encouragement fiscal sans violer les termes de son accord. L'objectif en termes de déficit a été renégocié et atteint désormais 7,3 % (comparé aux 5,3 % initialement prévus pour 2009). Cette plus grande liberté fiscale peut être utilisée pour renforcer les investissements et soutenir les secteurs de la santé et de l'éducation. Cela dépendra néanmoins de la capacité de l'État à accéder à un financement suffisant, abordable et fiable. Comme l'a indiqué un donateur : « L'État part du principe que s'il élabore des programmes pertinents, les donateurs les financeront, mais ce n'est hélas plus le cas. L'aide va s'amenuiser. »

Il existe en outre un problème d'harmonisation. Selon Yamsekre Tiendrebeogo du Ministère de l'Économie et des finances, « De nombreux partenaires ont défini des lignes budgétaires après la crise, mais ils l'ont fait avant même que nous ayons pu établir nos priorités. Nous avons encore besoin de plus de souplesse. Certes, les donateurs sont plus souples au niveau de leurs conditions, mais chacun vient avec sa propre vision du problème, et avec ses propres priorités. » Il ajoute cependant que les donateurs ont laissé le Burkina Faso puiser dans leurs réserves, ce qui atteste d'une souplesse appréciable : « L'octroi d'une plus grande liberté fiscale est le point le plus positif. »

L'État a également émis des obligations sur le marché local. Devisées en francs CFA, ces obligations ont été largement sursouscrites, avec un mélange

d'obligations à court terme (trois mois) et d'obligations à plus long terme (quatre à cinq ans). Ces obligations ont été achetées principalement par les Burkinabé.

## 6 Perspectives de reconstruction

Certains donateurs internationaux sont optimistes et pensent que le Burkina Faso peut retrouver ses taux de croissance d'avant-crise. Le FMI prévoit par exemple que le taux de croissance du pays devrait atteindre 4,2 % en 2010 et retrouver à moyen terme les tendances historiques (environ 6 % de croissance).<sup>32</sup> Selon l'État, ces prévisions sont dues en partie aux efforts consentis en termes de diversification de l'économie pour échapper à la dépendance du coton en faveur de l'extraction minière<sup>33</sup>. Selon la Banque mondiale, l'essor de l'extraction minière pourrait couvrir la plupart des contraintes du pays en termes de liberté fiscale. Pour cela, le Code minier doit naturellement être réformé pour garantir que les revenus ne sortent pas des frontières du Burkina Faso et qu'ils soient bien gérés. Par ailleurs, de nombreuses concessions minières doivent encore être exploitées pendant plusieurs années avant de pouvoir être réformées.<sup>34</sup>

### Encadré 4 : Prochains défis pour le Burkina

- Taux de change pour les exportations (coton) et les importations (énergie, produits alimentaires)
- Catastrophes naturelles
- Épisodes d'inondation et de sécheresse
- Instabilité dans la région
- Risques liés aux crises mondiales
- Crises financières et économiques

Source : Présentation des programmes de protection sociale au Burkina Faso par la Banque mondiale et l'UNICEF, Ouagadougou, 10 décembre 2009.

Toutefois, selon la Banque mondiale, des effets secondaires de la crise économique mondiale pourraient nuire considérablement à l'économie burkinabé à moyen terme. Ces effets émaneront d'un fléchissement du secteur du coton (bien que les prix du coton viennent encore d'augmenter) et d'un recul de la demande mondiale, ainsi que d'une plus grande austérité au niveau des crédits et d'un chômage accru dans le monde (contribuant également à une diminution de la demande).<sup>35</sup>

L'État entend poursuivre l'élargissement des investissements dans les secteurs de la santé et de l'éducation. Cette politique est très positive, car comme l'indique une étude Oxfam sur les impacts de la crise économique mondiale, les pays assurant une prestation adéquate des services sociaux de base ont pu mieux résister à la crise.<sup>36</sup> Le FMI a également approuvé la poursuite des investissements dans les secteurs sociaux de son programme avec le Burkina Faso. Toutefois, tandis que le Fonds s'est montré plus souple vis-à-vis de ses objectifs en termes de déficit fiscal au début des différentes crises, il prévoit désormais une certaine consolidation fiscale en 2010, alors qu'il est clair que le pays a encore besoin d'investir massivement pour tendre vers ses Objectifs du Millénaire pour le Développement. Bien qu'officiellement le Burkina Faso soit classé comme un pays à haut risque en matière de surendettement, ce classement est dû exclusivement à sa forte dépendance à une seule denrée. Le pays est plus

performant sur tous les autres indicateurs d'endettement ; il est donc raisonnable de retenir un objectif large en termes de déficit.

La Banque mondiale indique également que le taux de natalité élevé (avec une moyenne actuelle de 6,1 enfants par femme) va solliciter lourdement les capacités de l'État à fournir des services de santé et d'éducation pour tous.<sup>37</sup> Le recensement 2006, publié récemment, a révélé une croissance démographique de 3,1 % (et non de 2,4 %) et de nombreux indicateurs ont déjà été révisés à la baisse pour refléter ce chiffre. Naturellement, la prestation de services sociaux à cette population grandissante et principalement jeune représente un immense défi pour le Burkina Faso.

Au niveau des autres mécanismes générateurs de revenus, le pays mettait déjà en œuvre une réforme fiscale avant les différentes crises ; cette réforme devrait se poursuivre. Cependant, avec un secteur formel aussi restreint, il est fort probable que cela ne constitue pas une source majeure de financement. Par ailleurs, l'extension de la base de produits et services soumis à TVA pourrait affecter les niveaux de pauvreté de façon préoccupante, cette taxe étant généralement régressive.

De même, étant donné que le Burkina Faso présente une économie peu diversifiée (même si elle l'est davantage que par le passé), doit gérer des épisodes de sécheresse et d'inondation et dépend du financement des donateurs, le pays restera vulnérable aux chocs exogènes, qu'ils soient financiers ou climatiques. En raison des points susmentionnés et des tentatives de diversification de son socle économique, l'État sait qu'il doit améliorer ses politiques sociales non seulement en termes de mesures universelles telles que l'accès à des services de santé et d'éducation gratuits et d'une qualité acceptable, mais également en matière de programmes de protection mieux ciblés et d'actions auto-stabilisatrices. Conscient de son rôle, l'État a déjà mis en œuvre une stratégie de protection sociale. Là encore, son aptitude à atteindre ses objectifs dépendra du financement des donateurs (sans réduction importante de l'aide) et d'une meilleure diversification de l'économie.

Même si les principaux résultats économiques retrouvent leurs niveaux précédents, il n'en reste pas moins que les millions de personnes pauvres au Burkina Faso dont les conditions de vie ont été poussées à l'extrême avec les différentes crises seront encore plus vulnérables à la prochaine crise.

# Notes

- 1 Andrew Berg, FMI, lors d'une présentation sur les impacts de la crise dans les pays à faibles revenus, Washington DC, février 2010.
- 2 Banque mondiale 2009a
- 3 FMI, 2009.
- 4 La majeure partie du coton du Burkina Faso est exportée vers l'Europe et l'Asie (FMI, 2006).
- 5 FMI, 2009. Il est toutefois important de préciser qu'avec autant de pays pauvres où les statistiques ne sont pas forcément fiables, la tendance en matière de croissance est plus représentative que les chiffres précis, car ces derniers sont souvent estimés plutôt que basés sur des données empiriques. En outre, en tenant compte de la croissance démographique par habitant, les taux de croissance du Burkina Faso sont considérablement plus faibles.
- 6 Alfandari (prochainement).
- 7 FMI, 2009.
- 8 Banque mondiale 2009a
- 9 FMI, 2006.
- 10 Banque mondiale, 2007. Il convient toutefois de préciser qu'en termes de mesure habituelle de la dépendance à l'aide (à savoir comme part du PIB), ce chiffre est relativement bas pour l'Afrique, à environ 9–10 % pour les 20 dernières années.
- 11 L'État a réformé le système de perception des impôts ces dernières années, et l'on observe des progrès. Par exemple, l'informatisation a été intégrée au système et l'immatriculation des contribuables a été introduite. Les exemptions restent toutefois omniprésentes et les efforts en termes de réforme se poursuivent. Des doutes subsistent néanmoins quant à la marge de manœuvre pour de nouvelles réformes, la base de contribuables étant susceptible de rester restreinte et difficile à atteindre, à part dans le secteur minier.
- 12 Alfandari. Remarque : l'IDE a culminé à 344 millions d'USD en 2007, mais ce pic était entièrement dû à une privatisation isolée des télécoms.
- 13 Alfandari.
- 14 Les envois de fonds des employés sont passés de 3 % du PIB en 1990 à 1,3 % en 2006 (Alfandari). De même, alors que les envois de fonds ne sont pas significatifs au Burkina au niveau macro, ils constituent en revanche une part importante des revenus des ménages qui les reçoivent.
- 15 Rapport sur le développement humain, New York : PNUD.
- 16 Recherche DRI (prochainement)
- 17 RDH
- 18 UNESCO, 2010. [Éducation pour tous]
- 19 RDH
- 20 L'État, s'appuyant sur les données du dernier recensement, affirme être dans les temps pour atteindre les OMD en matière de mortalité maternelle et infantile. Toutefois, le PNUD, se basant sur des données de l'Institut national des statistiques et de la démographie, qu'il considère plus précises que celles du recensement, pense que le pays est en retard dans les deux cas.
- 21 Estimation réalisée par le Ministère de l'Économie et des finances en mars 2009.
- 22 Alfandari. Les attentes divergent quant aux conclusions de la nouvelle enquête auprès des ménages, mais il sera dans tous les cas difficile de les comparer avec les précédentes enquêtes, de par leurs méthodologies.
- 23 Balma et. al. (prochainement), UNICEF. Ces chiffres doivent être pris avec la plus grande précaution, car ils ont été obtenus par modélisation de l'équilibre général calculable, exercice hypothétique par nature, plutôt que par des observations empiriques.
- 24 Cité dans Alfandari.

---

25 Outre les producteurs de coton directement affectés par la crise économique, de nombreuses personnes interrogées dans cette section mentionnent l'impact des crises des prix des aliments et du pétrole autant que les répercussions de la crise économique.

26 Cette petite enquête qualitative (20 répondants) portant sur l'impact de la crise économique sur les ménages a été menée en février 2010 par deux chercheurs pour le compte d'Oxfam. L'échantillon n'est pas censé être représentatif.

27 Entretien avec M. KY Jacques, Directeur des Etudes et de la Planification du Ministère des Enseignements secondaire, supérieur et de la Recherche scientifique, MESSRS.

28 Alfandari.

29 Le plan d'actions a été révisé à plusieurs reprises. La dernière version va bientôt être fusionnée avec la réponse apportée aux inondations. Toutefois, les grandes lignes du plan d'actions restent inchangées.

30 Alfandari.

31 Alfandari.

32 FMI, 2009.

33 Cité dans Alfandari.

34 À l'heure actuelle, il est peu probable que l'extension du secteur minier offre des retombées positives. Il n'existe aucun plan stratégique visant à accroître la participation des Burkinabé dans l'industrie minière, que ce soit directement ou par sous-traitance. Le Code minier appelle les entreprises à embaucher un grand nombre d'ouvriers burkinabé, mais aucune précision n'est donnée quant à la formation à donner aux Burkinabé pour accéder à des postes plus qualifiés. Par ailleurs, la contribution du secteur minier en faveur d'un développement durable des communautés locales reste largement à la discrétion des sociétés minières, avec une influence limitée de quelques ONG. De la même manière, il existe un réel danger que les avantages macroéconomiques de l'augmentation des revenus fiscaux et des revenus issus de l'échange de devises générés par le secteur minier ne bénéficient pas à l'État. Bien que le pays ait effectué un premier pas vers la mise en place d'une Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE), l'État n'a formulé aucun plan sur la façon d'utiliser ces revenus fiscaux plus importants (qui vont s'accumuler après expiration de l'exemption fiscale accordée aux sociétés minières) pour poursuivre le développement du pays et conjurer la malédiction des ressources naturelles si courante dans les pays dépendants des minerais.

35 Il convient également de mentionner que les prix du coton ont atteint de nouveaux records début 2010 (selon le « Rapport sur les marchés des produits » publié le 9 mars 2010 par la Banque mondiale, les prix pour janvier-février 2010 ont atteint 173 cents par kilo, contre 138 cents par kilo en janvier-décembre 2009).

36 D. Green et al, 2010.

<sup>37</sup> Alfandari.

## Références

Alfandari, G. (prochainement), chapitre sur le Burkina Faso dans « Country Case Studies on the Global Crisis and Medium Term Growth Prospects for Developing Countries », Washington DC : Banque mondiale.

Balma, L. *et al* (prévu pour 2010), « Analyse d'impact des effets de crise économique et des politiques de réponses sur les enfants en Afrique de l'Ouest et du Centre, Cas du Burkina Faso », UNICEF.

Green, D., R. King et M. Miller-Dawkins (prévu pour 2010), « The Global Economic Crisis and Developing Countries: Impact and response », rapport de recherche Oxfam International, Oxford : Oxfam International.

FMI (2006), « Ex-Post Assessment of Longer-Term Program Engagement, Burkina Faso », août 2006, Washington : FMI.

FMI (2009), Rapport des services du FMI pour les consultations de 2009 au titre de l'article IV, cinquième revue du programme au titre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance et demandes d'augmentation du niveau d'accès et de modification des critères de réalisation, 30 novembre 2009, Washington DC : FMI.

UNESCO (2010), « Atteindre les marginalisés », Éducation pour tous, « Rapport mondial de suivi », UNESCO.

Banque mondiale (2009a), « Burkina Faso: Promoting Growth, Competitiveness and Diversification », *Mémoire économique CEM (Country Economic Memorandum)*, 24 novembre 2009, Washington DC : Banque mondiale.

Banque mondiale (2009b), *Indicateurs de développement dans le monde 2009*, Washington DC : Banque mondiale.

© Oxfam International Avril 2010

Cette note d'information a été rédigée par Elizabeth Stuart. Oxfam remercie Caroline Pearce, Monique Ouedraogo et Justin Yamwemba pour leur assistance dans sa réalisation.

Ce document peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : [publish@oxfam.org.uk](mailto:publish@oxfam.org.uk).

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :  
[advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org).

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

[www.oxfam.org](http://www.oxfam.org)

Oxfam International est une confédération de 14 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice : Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org)), Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de)), Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au)), Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be)), Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca)), Oxfam France - Agir ici ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org)), Oxfam Grande-Bretagne ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk)), Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk)), Intermón Oxfam (Espagne) ([www.intermonoxfam.org](http://www.intermonoxfam.org)), Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org)), Oxfam Mexico ([www.oxfammexico.org](http://www.oxfammexico.org)), Novib Oxfam Pays-Bas ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl)), Oxfam Nouvelle-Zélande ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz)) et Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))

Les organisations suivantes, actuellement membres observateurs d'Oxfam International, travaillent vers une affiliation complète :

Oxfam India ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org))

Oxfam Japan ([www.oxfam.jp](http://www.oxfam.jp))

L'organisation suivante est liée à Oxfam International :

Bureau de Campagne d'Oxfam International et d'Ucodep (Italie)

Courriel : [ucodep-oi@oxfaminternational.org](mailto:ucodep-oi@oxfaminternational.org)

N'hésitez pas à contacter les organisations répertoriées ci-dessus, par téléphone ou par courrier, pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur : [www.oxfam.org/fr](http://www.oxfam.org/fr). Courriel : [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)